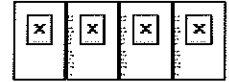


De: Belga News Agency <no-reply@belga.be>
Envoyé: jeudi 15 mars 2018 5:04
À: Schmetz Fernand
Objet: Attentats à Bruxelles - deux ans après - "La prison radicalise tout le monde, islamiste ou non" (observateurs)



Attentats à Bruxelles - deux ans après - "La prison radicalise tout le monde, islamiste ou non" (observateurs)

Dépêche à mettre en lien avec celle plus descriptive intitulée "Les prisons belges comptent 237 détenus suivis par la cellule extrémisme".

BRUXELLES 15/03 05:03 (BELGA)

Aux yeux de l'administration pénitentiaire, il est trop tôt pour dresser le bilan du plan lancé en 2015 contre la radicalisation dans les prisons. Mais plusieurs observateurs mettent en garde: un jour, les personnes radicalisées sortiront de prison, et travailler à leur réinsertion devrait être une priorité. Or, les actions entreprises visent surtout à les mettre à l'écart de la société, regrettent-ils.

"On a très peu de contacts avec les détenus de la section D-Rad:ex", concède d'emblée Bernard Vercruysse, qui préside la commission de surveillance de la prison d'Ittre. Cette section, dont les établissements pénitentiaires d'Ittre et Hasselt sont les seuls à disposer, est réservée aux détenus radicalisés considérés comme les plus dangereux, les plus susceptibles de répandre leur idéologie violente.

Seuls en cellule, les prisonniers labellisés "D-Rad:ex" sont isolés des autres sections et subissent des contrôles plus fréquents. Mais pour ce médecin qui se relaie chaque semaine avec 11 autres bénévoles pour rencontrer les détenus ittrois qui le souhaitent, le système ne brille pas par son efficacité. "On sait bien que les détenus parviennent toujours à communiquer entre eux." Certains tirent une "gloriole" du fait d'être mis en section D-Rad:ex, observe également M. Vercruysse.

Confinés entre eux, ces individus sont plutôt renforcés dans leurs idées extrêmes, pense aussi Marie Berquin, avocate membre de la section belge de l'Observatoire international des prisons. Ils ont accès à un préau ("de 30m2 en béton, qui laisse tellement peu passer la lumière qu'il est pourvu de néons") et à une petite salle de fitness lors de plages horaires qui leur sont réservées. Mais l'objectif de leur régime carcéral reste avant tout de les isoler. "Ils subissent des mesures de sécurité extrêmement lourdes, tandis que rien n'est fait pour comprendre leur radicalisation", déplore-t-elle.

"La prison a tendance à radicaliser tout le monde, qu'il s'agisse d'un islamiste ou de n'importe quel délinquant", renchérit Bernard Vercruysse. Certes, les autorités ont investi dans la lutte contre la radicalisation religieuse. Mais le problème est beaucoup plus global, estime-t-il. "La réinsertion reste le parent pauvre de la politique carcérale. Or, on devrait tout faire pour éviter la récidive, ne fut-ce que d'un point de vue économique."

- Des décisions opaques -

Les critères sur la base desquels les détenus sont considérés comme radicalisés ne sont pas transparents, pointent par ailleurs tant le président de la commission de surveillance de la prison d'Ittre que l'Observatoire international des prisons. "Comment sort-on de la section D-Rad:ex? On n'est pas au courant d'une procédure", relève le premier.

"Il y a un problème global d'opacité des décisions. Les détenus n'ont pas accès aux informations qui ont conduit à les ficher comme radicalisés et ne peuvent donc pas les contester", explique Me Marie Berquin. "Certains sont en section D-Rad:ex depuis deux ans et, depuis deux ans, disent ne pas être radicalisés." Des procédures en référé ont été intentées mais elles n'ont abouti à aucun changement, précise l'avocate. L'objectif de déradicalisation du plan fédéral est en tout cas loin d'être atteint, conclut-elle.

- Une stratégie globale -

L'administration pénitentiaire, de son côté, estime qu'il est "trop tôt pour parler de résultats" et qu'il faut évaluer le plan à l'aune de la stratégie globale qu'il met en place. Les sections D-Rad:ex sont réservées à ceux qui risquent le plus d'endoctriner leurs co-détenus. Leur confinement est justifié car il faut d'abord éviter de nouvelles radicalisations, argumente sa porte-parole, Kathleen Van De Vijver. Mais la plupart des prisonniers influencés par l'islamisme violent sont écroués dans des sections ordinaires. Les sections D-Rad:ex sont d'ailleurs loin d'être remplies (22 détenus y séjournent actuellement, pour 40 places au total), ce qui "montre que l'intégration des autres détenus en régime ordinaire fonctionne", estime Mme Van De Vijver.

Au surplus, la déradicalisation est surtout du ressort des Communautés. La situation évolue peu à peu, grâce notamment au travail des imams et des centres d'aide qui, à la demande des détenus, interviennent de plus en plus en milieu carcéral, souligne la porte-parole. Avant de convenir qu'il reste du pain sur la planche pour "normaliser" la situation des détenus les plus imprégnés par l'idéologie de l'Etat islamique.

Keywords:

JUSTICE / ATTENTATS à BRUXELLES - DEUX ANS APRÈS / TERRORISME / DDH / PRISONS

Metadata:

INT 3 GEN fr Author: CDU

ID: 92282127

© 2017 [Belga News Agency](#) | [Contacteer ons](#) | [Contactez-nous](#)